Réseau International
Site de réflexion et de réinformation

reseauinternational.net Imprimé le 18 juillet 2025

Guerre sans issue : Israël face au choc prolongé de Gaza (2023-2025)

July 18, 2025
Catégories: ✶ Choix de la rédaction, Conflit israélo-palestinien, Faits d'actu, Moyen-Orient
Étiquettes: conflit israélo-palestinien, Déluge d'Al-Aqsa, Gaza, Israël, Palestine
Auteurs: pacaw

Campagne de dons – Mai-Juin 2025

(https://reseauinternational.net/campaigns/campagne-de-dons-mai-2025/)
Chers amis lecteurs, Nous faisons à nouveau appel à vous pour une nouvelle campagne de dons. Votre soutien nous est indispensable pour continuer à vous fournir le meilleur de l'information internationale alternative. C'est grâce à vos dons que nous pourrons maintenir le cap pour une information plurielle et réellement alternative. Nous comptons sur vous.

19 519,00 € de l'objectif de **25 000,00 €** atteint

Participer (https://reseauinternational.net/campaigns/campagne-de-dons-mai-2025/donate/)

Partie I – Le choc initial et l'effondrement militaire

par Kaamil

Depuis la révolte du 7 octobre 2023, déclenchée par l'opération Déluge d'Al-Aqsa, l'Entité israélienne s'est engagée dans une campagne militaire d'une intensité et d'une durée sans précédent. En réponse, non à des actions militaires régulières, mais à une insurrection populaire et armée dans le contexte d'une occupation prolongée et d'un blocus inhumain, l'Entité a déchaîné une force massive contre l'ensemble de la population de la bande de Gaza.

Ce rapport se propose de documenter l'évolution de ce conflit prolongé, en analysant, de manière méthodique, les pertes militaires, humaines, économiques et sociales subies par l'Entité israélienne entre octobre 2023 et

Langues »

juillet 2025. Il entend également évaluer la résistance palestinienne, sa capacité d'adaptation, de survie et de projection, malgré l'asymétrie absolue des moyens.

L'objectif de ce rapport est double :

Éclairer, à partir de sources croisées, le point de rupture opérationnelle, sociale et stratégique auquel l'Entité israélienne semble désormais confrontée.
Témoigner, dans un cadre analytique, de la gravité du désastre humanitaire infligé à la population palestinienne, et de la faillite morale d'une logique de guerre visant à punir collectivement un peuple sous occupation.
Ce travail s'adresse à tous ceux – chercheurs, journalistes, diplomates, militants ou simples citoyens – qui cherchent à comprendre pourquoi cette guerre semble sans issue, et comment elle révèle les limites d'un ordre régional bâti sur l'impunité et la force brute.

Pertes humaines totales estimées (civils et militaires israéliens)

Entre 2600 et 3000 morts sur la période octobre 2023 – juillet 2025.

Ce chiffre inclut :

• Les 1200 morts du 7 octobre 2023, dont environ 300 membres des forces armées et 900 civils dans les zones frontalières.

• Selon plusieurs enquêtes parues dans la presse israélienne, notamment le quotidien Haaretz, une part importante des civils tués ce jour-là ne l'ont pas été par les combattants palestiniens mais par les propres forces de sécurité israéliennes, en application de la doctrine dite «Hannibal». Cette directive, bien que officiellement désavouée, autorise dans les faits, en cas de capture ou de tentative d'enlèvement, l'usage de la force létale pour empêcher un transfert de prisonniers vers Gaza, au risque d'exécuter ceux qu'on cherche à protéger. Plusieurs témoignages et enregistrements internes confirment que des maisons ont été délibérément ciblées par des hélicoptères ou des blindés de l'armée alors que des civils israéliens y étaient encore présents. Par ailleurs ;

• Environ 1400 à 1800 soldats tués durant les campagnes militaires suivantes (Gaza, Liban Sud, Cisjordanie).

• Parmi ces pertes figurent également des militaires tués lors des frappes iraniennes massives de juin 2025, menées en représailles aux attaques israéliennes sur des infrastructures nucléaires iraniennes.

Effondrement militaire tactique

L'attaque surprise du 7 octobre 2023 a démontré l'effondrement du dispositif de sécurité de l'Entité israélienne. En quelques heures, des milliers de combattants palestiniens ont franchi la frontière hautement militarisée de Gaza, détruisant caméras, capteurs et clôtures électroniques. Plusieurs bases militaires israéliennes ont été débordées, pillées ou incendiées, dont le QG de division à Reïm. Ce choc militaire a révélé une vulnérabilité tactique majeure malgré les milliards de dollars investis dans le renseignement, les technologies de surveillance et le mur dit «intelligent».

L'effet de surprise a eu un impact psychologique et stratégique durable, remettant en cause le mythe d'invulnérabilité d'une armée jusqu'alors perçue comme la plus puissante du Moyen-Orient.

Le nombre de militaires tués depuis octobre 2023 s'élève officiellement à 715 soldats israéliens au 1er juillet 2025, selon des chiffres publiés par l'armée israélienne elle-même. Ce chiffre inclut les pertes au sol à Gaza, les soldats tués par tirs amis, ainsi que ceux tombés dans les zones frontalières avec le Liban et la Syrie. Ces pertes, bien qu'inférieures aux estimations palestiniennes, représentent le plus lourd bilan militaire de l'armée israélienne depuis 1973.

Langues »

Plusieurs centaines de soldats ont été gravement blessés, parfois amputés. Le taux de blessés psychiques (syndromes post-traumatiques, refus de missions) atteint un niveau sans précédent, comme l'indiquent des rapports de l'hôpital militaire Sheba. Le nombre de soldats ayant déposé des demandes d'invalidité ou quitté l'armée pour troubles psychologiques est en forte hausse.

Malgré l'engagement massif de troupes au sol, de blindés Merkava et de l'aviation, l'armée israélienne n'a jamais réussi à détruire durablement les noyaux de résistance dans Gaza. Les zones dites «nettoyées» ont souvent été réinvesties par la résistance, notamment à Khan Younès, Zeitoun, Jabalia et Rafah. L'armée a dû se redéployer à plusieurs reprises, au prix de nouvelles pertes.

L'opération terrestre s'est avérée inefficace pour atteindre les objectifs déclarés : libération des otages, démantèlement de la résistance, restauration de la dissuasion.

Le piège stratégique de Gaza

À partir de janvier 2024, l'Entité israélienne s'est retrouvée confrontée à une guerre d'usure, dans un environnement urbain totalement détruit mais toujours hostile. Chaque incursion, chaque retour dans les quartiers de Gaza, s'accompagnait de nouvelles pertes, d'embuscades, de mines artisanales ou de snipers. Les drones de la résistance, bien que rudimentaires, ont permis de cibler les déplacements de troupes, notamment dans les quartiers est de Khan Younès et les décombres du camp de Nuseirat.

Les généraux israéliens eux-mêmes ont reconnu, dans plusieurs réunions sécuritaires, que l'objectif de détruire totalement la structure du Hamas était inatteignable militairement. Le général Halevi, chef d'état-major, a déclaré en avril 2024 :

«Nous pouvons continuer à tuer des combattants, mais la matrice idéologique, sociale et souterraine de leur présence est intacte».

Des officiers déployés sur le terrain ont déclaré anonymement que l'armée n'était ni préparée ni formée pour une guerre aussi longue, sans lignes de front claires, dans un champ de ruines hostile. Les pertes matérielles ont été très lourdes : plusieurs chars Merkava détruits, drones abattus, hélicoptères visés au RPG. Des vidéos diffusées par la résistance montrent des opérations coordonnées ciblant des véhicules blindés dans des quartiers théoriquement «sécurisés».

Effondrement économique

La guerre a entraîné une récession profonde de l'économie israélienne.

Le produit intérieur brut (PIB) a chuté de près de 6% en 2024, selon la Banque d'Israël, et la croissance reste négative pour le premier semestre 2025. Le secteur du tourisme international s'est effondré, avec une baisse de plus de 80% des arrivées depuis l'automne 2023. Les compagnies aériennes internationales ont interrompu leurs vols à destination de Tel-Aviv à plusieurs reprises, notamment après les attaques de drones et de missiles iraniens en avril et juin 2025.

Le secteur de la technologie, fleuron de l'économie israélienne, a subi une hémorragie de capitaux et de talents. De nombreuses start-ups ont délocalisé leurs activités vers les États-Unis ou l'Europe pour éviter les répercussions politiques et sécuritaires.

La Bourse de Tel-Aviv a connu plusieurs épisodes de chute brutale, notamment après la publication de rapports critiques par les agences de notation. En janvier 2025, Standard & Poor's a abaissé la note de la dette souveraine israélienne, citant la prolongation du conflit, l'instabilité politique et les pertes humaines croissantes.

Langues »

Plusieurs grandes entreprises internationales ont suspendu leurs investissements ou quitté le marché israélien, invoquant des risques réputationnels liés à l'usage d'armes interdites, aux accusations de crimes de guerre, et à la pression croissante de l'opinion publique.

Sanctions informelles

Si aucune sanction formelle n'a été adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU, les mois de février à mai 2025 ont vu émerger une série de mesures de désengagement économique émanant d'États et de groupes civils :

Le Brésil a suspendu ses contrats de fourniture de viande aux forces armées israéliennes.
La Colombie et le Chili ont annulé plusieurs protocoles de coopération militaire.
Des villes comme Barcelone, Liège ou Cap Town ont voté la rupture de jumelages ou de contrats avec des entreprises israéliennes liées à l'armement.
Plusieurs caisses de retraites publiques (notamment en Suède, Norvège et Canada) ont désinvesti des fonds placés dans des entreprises israéliennes actives dans les colonies ou l'industrie militaire.
Ces mesures, bien que symboliques, ont accru le sentiment d'isolement diplomatique progressif, et contribué à nourrir les débats internes en Israël sur le coût réel d'une guerre prolongée sans horizon politique.

Crise politique intérieure

La guerre a accéléré l'effondrement de la scène politique israélienne, déjà affaiblie par des années de polarisation et de conflits internes.

Le gouvernement dirigé par Benjamin Netanyahou, formé d'une coalition d'extrême droite et de partis ultra-orthodoxes, a été incapable de gérer les conséquences politiques, militaires et humanitaires de la guerre.

Les protestations internes se sont multipliées à partir de mars 2024, réunissant des dizaines de milliers de manifestants chaque semaine à Tel-Aviv, Haïfa et Jérusalem. Les slogans dénoncent autant l'échec militaire que le coût moral de la guerre contre Gaza.

Des familles d'otages ont occupé des places publiques, accusant le gouvernement d'avoir sacrifié leurs proches pour des objectifs idéologiques ou électoraux.

Le clivage entre les milieux laïcs et les colons religieux s'est approfondi, de nombreux jeunes refusant désormais de servir dans des unités opérant à Gaza ou en Cisjordanie.

Plusieurs anciens chefs d'état-major et ministres de la Défense ont appelé à la démission du Premier ministre, estimant que sa politique d'escalade avait conduit l'État à une impasse stratégique. Certains ont même évoqué la nécessité de réformes constitutionnelles ou d'une nouvelle assemblée constituante.

Fractures sociales

La guerre a également mis en lumière des fractures sociales déjà présentes mais désormais explosives :

Les villes dites «mixtes» comme Lod, Acre ou Haïfa ont connu plusieurs émeutes intercommunautaires, opposant groupes juifs et arabes.
Les colons de Cisjordanie ont organisé des milices civiles armées, certaines impliquées dans des pogroms contre des villages palestiniens, parfois avec le soutien passif de l'armée.
Dans les périphéries pauvres du Néguev et du nord israélien, le ressentiment contre les élites politiques et militaires s'est intensifié, alimenté par le sentiment d'abandon et les pertes humaines.
La structure même de la société israélienne – fragmentée, communautarisée, militarisée – semble ne plus pouvoir absorber le choc prolongé de cette guerre.

Langues »

(https://reseauinternational.net/mentions-legales/)

Langues »